

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 1076^e
SÉANCE

*Jeudi 21 novembre 1968,
à 11 h 15*

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 86 de l'ordre du jour:

*Rapport du Comité spécial pour la question
de la définition de l'agression (suite)*

Page

1

Président: M. K. Krishna RAO (Inde).

*En l'absence du Président, M. Gobbi (Argentine),
vice-président, prend la présidence.*

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial pour la question de la
définition de l'agression (*suite*) [A/7185/Rev.1 et
Corr.1]

1. M. ALVAREZ TABIO (Cuba) rappelle que l'Assemblée générale, dès 1952, avait jugé possible et souhaitable de définir l'agression [voir résolution 599 (VI)], mais qu'aucune définition pouvant faire l'objet d'un large accord n'a encore été élaborée. Le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression croit possible de parvenir à une définition qui recueillerait l'appui général.

2. Plusieurs conclusions se dégagent du rapport du Comité spécial. En premier lieu, le Comité spécial estime qu'il ne s'agit plus de savoir si l'agression doit ou non être définie; la résolution 2330 (XXII) de l'Assemblée générale a mis un terme à cette discussion. Le Comité a décidé qu'il avait pour mission de présenter des propositions précises aux fins d'une définition de l'agression (voir A/7185/Rev.1 et Corr.1, par. 16). Deuxièmement, la plupart des membres ont estimé que la définition proposée devait être une définition mixte dans laquelle une description souple précéderait et amènerait une liste d'actes précis d'agression, qui seraient cités à titre d'exemple et non pour limiter la description générale (*ibid.*, par. 34). La délégation cubaine reconnaît qu'étant donné le nombre infini de cas qui peuvent se poser dans la réalité internationale il serait impossible d'établir une liste d'actes d'agression qui soit exhaustive ou valable pour tous les temps et toutes les régions du monde. Prétendre que les normes juridiques sont de purs concepts privés de toute corrélation spatiale ou temporelle reviendrait à nier que le droit, dans son évolution, son développement et ses transformations, est l'expression de la vie qui est elle-même en perpétuel changement. Le Comité spécial propose donc que l'on se borne à identifier les actes d'agression les plus caractéristiques afin d'assurer que les Etats, dans leurs relations internationales, respectent des normes de conduite satisfaisantes et de déterminer les limites

de la légitime défense. Le droit inaliénable à la légitime défense, qui est clairement défini à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, a été bien souvent abusivement invoqué pour masquer et justifier des actes d'agression ou des représailles brutales. L'énumération des actes d'agression les plus caractéristiques agirait comme un frein à l'égard des agresseurs, de la même manière que le code pénal d'un Etat tend à décourager les personnes tentées de violer l'ordre social.

3. L'argument selon lequel une définition de l'agression irait à l'encontre du pouvoir discrétionnaire conféré au Conseil de sécurité par l'Article 39 de la Charte est sans fondement. Rien ne peut empêcher un organe juridique de formuler des exemples typiques qui permettront à l'organe suprême de l'ONU de prendre ses décisions en fonction de critères de justice élaborés par la majorité des Etats Membres et fondés sur les principes et les normes du droit international.

4. Il est évident que le projet de proposition soumis au Comité spécial par 13 puissances (*ibid.*, par. 9) a bénéficié d'un large appui. La délégation cubaine estime que la définition générale doit se référer à l'emploi de la force armée, car c'est là la forme d'agression la plus grave et la plus dangereuse, mais sans que soient pour autant passées sous silence, dans la liste des cas spécifiques, d'autres formes directes ou indirectes d'emploi de la force, telle que les pressions politiques ou économiques. Le maintien du paragraphe premier du dispositif dans la forme proposée par les 13 puissances risquerait d'étendre dangereusement la portée de la légitime défense, car le concept de "force armée" pourrait englober, outre les cas mentionnés au paragraphe 5 du dispositif, d'autres cas d'emploi indirect de la force armée pour lesquels aucune définition n'est proposée. Ce risque est d'autant plus grand qu'il n'est nullement indiqué, à l'alinéa 5 du préambule, qui sera appelé à déterminer — compte tenu des circonstances propres à chaque cas particulier — s'il y a eu ou non agression armée.

5. En outre, le paragraphe 2 du dispositif ne précise pas quel serait l'organe compétent pour recourir à la force conformément aux dispositions de la Charte. Loin de clarifier la signification et la portée de l'expression "responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales", ce paragraphe semble corroborer l'idée que d'autres organes que le Conseil de sécurité sont compétents pour recourir à la force en vertu de la Charte.

6. Si l'on considère le paragraphe 3 du dispositif dans le contexte général du préambule du projet de proposition, et plus particulièrement en corrélation

avec le paragraphe 5 du dispositif, il faut admettre que le concept de légitime défense pourrait s'appliquer à d'autres actes d'agression que ceux énoncés au paragraphe 5, étant donné que la liste contenue dans ce paragraphe n'est pas exhaustive.

7. Bien que le paragraphe 4 du dispositif soit fondé sur les dispositions de l'Article 53 de la Charte, il ménage cependant à un organisme régional la possibilité de déterminer si un acte d'agression armée s'est produit et lui permet par conséquent d'invoquer le droit de légitime défense collectif sans saisir le Conseil de sécurité de la question, comme il est expressément prévu dans le dernier membre de phrase du paragraphe premier du dispositif. Il est vrai que le paragraphe 10 du dispositif prévoit qu'un acte autre que ceux qui sont énumérés au paragraphe 5 ne peut être considéré comme constituant un acte d'agression que s'il est déclaré tel par le Conseil de sécurité. Cependant, il ne faut pas oublier que le bien-fondé de la légitime défense devrait être examiné *a posteriori*, ce qui signifie qu'au cas où un Etat ou groupe d'Etats recourrait à la force sous prétexte de légitime défense, cet emploi de la force resterait impuni dans l'hypothèse où le Conseil de sécurité ne parviendrait pas à une conclusion.

8. Le paragraphe 8 du dispositif est contradictoire. Il interdit le recours à des mesures de légitime défense individuelle ou collective, tout en autorisant "toutes les mesures raisonnables et appropriées". Cette disposition n'est rien de moins que l'acceptation implicite d'une forme de légitime défense dont la portée n'est pas définie et qui est contraire à la Charte. Il ne faut pas perdre de vue qu'aux termes de la Charte le prétexte de légitime défense ne peut être invoqué que dans le cas d'une attaque armée.

9. Pour conclure, la délégation cubaine se déclare favorable à l'amendement présenté au projet de proposition des 13 puissances par le Soudan et la République arabe unie (*ibid.*, par. 10).

10. M. Houben (Pays-Bas) rappelle que le développement progressif des restrictions imposées au droit des Etats de recourir à l'emploi de la force s'est accompagné de nombreux efforts pour définir les éléments variés entrant dans la notion complexe d'agression. Depuis 1923 les spécialistes du droit international et les hommes politiques tentent d'extraire de la notion d'agression des éléments objectifs et universellement applicables qui permettraient d'éviter une interprétation subjective. Les Pays-Bas ont toujours rejeté l'opinion selon laquelle l'agression serait un concept rebelle par nature à toute définition tant soit peu précise. Selon eux, il est naturel que les membres d'une seule et même communauté internationale soient animés du même désir de parvenir à une définition universelle du plus grand crime que l'on puisse concevoir et une foi profonde dans la possibilité d'une telle définition. Attachant, du fait de leur profession, une importance particulière à la précision, les spécialistes du droit international souhaitent, bien entendu, que les différents systèmes juridiques du monde coopèrent pour préciser les conséquences généralement acceptées de l'engagement essentiel souscrit aux termes de la Charte de s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force dans les relations internationales et pour mettre en lu-

mière les corrélations entre cet engagement et le système de sécurité mis en place sous l'égide de l'ONU. Une formule qui permettrait de déterminer dans chaque cas s'il y a eu acte d'agression serait accueillie avec satisfaction par tous les pays qui recherchent un système vraiment efficace pour assurer le maintien de la paix internationale. Mais, pour être utile, toute définition doit être acceptable pour un très grand nombre d'Etats, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité.

11. Le rapport du Comité spécial est en grande partie consacré à des discussions sur le Moyen-Orient, les territoires administrés par le Portugal, le Viet-Nam, la Hongrie, les Etats baltes, Cuba, Panama, la République Dominicaine, la Corée, etc. S'il s'agissait manifestement de soumettre les éléments d'une définition générale à la pierre de touche de ce que les Etats considèrent comme des exemples d'agression, il n'en reste pas moins que les discussions du Comité spécial semblent avoir porté essentiellement sur les aspects politiques de ces questions. La délégation des Pays-Bas doute sincèrement de l'intérêt de discussions de ce genre dans un organe constitué pour parvenir à des résultats concrets. Conformément aux craintes qu'elle a exprimé l'année précédente, le Comité spécial a été abusivement utilisé à des fins de propagande et l'on a accordé trop peu d'attention à la formulation du principe lui-même.

12. Qui plus est, les débats qui ont effectivement porté sur des éléments d'une définition de l'agression font double emploi, dans une large mesure, avec les travaux du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats; par exemple, ces organes ont tous deux examiné la question de savoir si la notion de force ou même, d'ailleurs, celle d'agression telle qu'elle est définie au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte englobe toutes les formes de pression d'ordre économique, politique ou idéologique (voir A/7185/Rev.1 et Corr.1, par. 45 à 53, et A/7326, par. 49 à 54). Bien plus, les deux comités ont examiné le problème de l'agression indirecte et des questions telles que l'appui apporté par un Etat à des bandes armées contre un autre Etat, le sabotage, le terrorisme et la subversion. A cet égard, le Comité spécial des principes touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats est parvenu, à la différence du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, à des formulations sur lesquelles un accord s'est établi (voir A/7326, par. 111 à 134). Ces comparaisons entre les travaux des deux comités n'ont pas pour but de suggérer que le Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats a résolu les principaux problèmes que soulèvent ces questions. Au demeurant, les questions soumises aux deux comités ne sont pas strictement identiques. Lorsque ces deux comités examinent, par exemple, les rapports existant entre la légitime défense (art. 51) et l'agression ou le recours à la menace ou à l'emploi de la force, il se peut fort bien que cette question s'avère être la pierre d'achoppement des débats sur la notion d'agression, notion dont on ne pourra formuler aucune définition adéquate si on n'apporte pas une solution satisfaisante à ce

problème. En revanche, dans le contexte des relations amicales entre les Etats, il se peut que l'adoption d'une formule de compromis — donc, par définition, plutôt vague — touchant l'emploi licite de la force ne soit pas à exclure, afin de ne pas compromettre d'autres éléments importants entrant dans une formulation du principe sur laquelle l'accord se serait fait. Sans méconnaître les difficultés particulières que soulève une définition de l'agression, force est à la délégation des Pays-Bas de constater que les travaux respectifs de ces deux organes font, dans une certaine mesure, double emploi. Ne serait-ce que pour cette raison sans doute vaudrait-il mieux attendre les résultats des travaux du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats avant d'essayer de proposer une définition de l'agression.

13. Il est significatif que le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, lors de sa session de Genève, n'a pas enregistré le moindre signe d'accord entre les membres permanents du Conseil de sécurité sur un seul élément d'une éventuelle définition. Ce fait mérite d'être noté, car toute définition serait inutile si elle n'était au moins jugée acceptable par les membres permanents eux-mêmes, sinon proposée par eux. Le fait que pas un seul des membres permanents n'ait présenté de proposition sur le fond de la question — pour ne pas même parler de propositions communes — n'est-il pas la preuve manifeste de l'inutilité des travaux du Comité spécial? S'efforcent-ils plutôt de surmonter les différences qui les séparent en ce qui concerne les formulations complexes et importantes contenues dans les trois projets de déclaration qu'ont soumis d'autres membres du Comité spécial (voir A/7185/Rev.1 et Corr.1, par. 7 à 9)? Il ne saurait assurément y avoir de progrès véritable que dans la mesure où ces puissances sont disposées à coopérer; tant qu'elles ne le sont pas, les Nations Unies, dût-il leur en coûter, feraient mieux de reconnaître le fait.

14. En outre, les événements récents ont fait douter, une fois de plus, qu'une définition puisse servir la paix et la sécurité internationales et promouvoir le respect du droit international. Le pays qui insiste pour que l'on élabore une définition commet lui-même une agression, au sens que ledit Etat lui-même a toujours donné à cette notion. A cet égard, M. Houben a en vue la définition proposée par l'Union soviétique en 1957^{1/}, où il est dit, notamment, que sera reconnu agresseur dans un conflit international l'Etat dont les forces armées, même sans déclaration de guerre, auront envahi les premières le territoire d'un autre Etat, et qu'aucune considération d'ordre politique, stratégique ou économique ne pourra servir à justifier les actes d'agression visés par cette disposition et, plus particulièrement, que l'existence d'un mouvement révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ne pourra servir de justification à l'agression. Etant donné que l'URSS et quatre autres membres du Pacte de Varsovie affirment que l'on ne peut parler d'agression dans le cas précis où un pays, contre sa volonté clairement exprimée, a été envahi par leurs forces armées, on peut se demander si même l'adoption

de la définition préconisée par ces pays servirait une fin utile. Aussi longtemps qu'une divergence d'opinion fondamentale sur la notion même d'agression persiste, on voit mal comment de nouvelles discussions pourraient être utilement organisées pour favoriser le respect du droit. Au demeurant, les Pays-Bas veulent absolument éviter de donner au peuple tchécoslovaque l'impression qu'ils croient sincèrement dans la possibilité d'arriver à une définition commune de l'agression aussi longtemps que les troupes soviétiques occuperont la Tchécoslovaquie.

15. Pour les raisons qui viennent d'être indiquées, la délégation des Pays-Bas est opposée à toute prorogation du mandat du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression. En revanche, elle approuverait une proposition tendant à transmettre au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats le rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression ainsi que les comptes rendus des débats qui ont eu lieu lors de la dernière session de ce comité, tenue à Genève en 1968.

16. M. NACHABEH (Syrie) remercie le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression pour le travail constructif qu'il a accompli. En 1952; alors que l'Organisation des Nations Unies ne comptait que 60 Membres, l'Assemblée générale avait déclaré, dans sa résolution 599 (VI), adoptée par 30 voix contre 12, avec 8 abstentions, qu'il était possible et souhaitable de définir l'agression. Quinze années plus tard, malgré les obstacles créés au sein de deux comités antérieurs, l'Assemblée générale a réaffirmé ce point de vue dans sa résolution 2330 (XXII) adoptée par 90 voix contre une, avec 18 abstentions, c'est-à-dire à une majorité dépassant non seulement les deux tiers des membres votants, mais même les deux tiers du nombre total des Etats Membres.

17. Lorsque le Comité spécial reprendra ses travaux, il devra tenir compte de "la situation internationale actuelle", aux termes du titre de ladite résolution. S'il veut parvenir à dégager les éléments constitutifs d'une définition de l'agression, le Comité spécial serait bien inspiré de tenir compte des faits réels de la vie internationale contemporaine car c'est uniquement à la lumière de ces faits qu'il sera en mesure d'établir une règle appropriée qui leur soit applicable. Ainsi que le représentant des Etats-Unis l'a fait observer, à juste titre, l'agression n'est pas une notion abstraite (1074ème séance). Dans le monde actuel, les exemples d'agression sont malheureusement nombreux et variés. Malgré la proclamation solennelle des buts et principes de la Charte, réaffirmés par les résolutions et déclarations pertinentes, bon nombre de peuples, en particulier en Asie et en Afrique, sont encore subjugués et privés par la force de la possibilité d'exercer leurs droits inaliénables, notamment leur droit à l'autodétermination. Au Moyen-Orient, l'agression israélienne, qui constitue une nouvelle forme de colonialisme, dite colonialisme de peuplement, imposée par la force au détriment des droits inaliénables du peuple arabe palestinien, poursuit ses méfaits en occupant de nouveaux territoires. Il suffit de jeter un coup d'œil

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément No 16, annexe II, sect. I.

sur les cartes publiées en additif à la déclaration prononcée par le chef de la délégation syrienne à l'Assemblée générale le 22 octobre 1968 (1702ème séance plénière) pour constater qu'au fil des années le sionisme mondial, encouragé par la complicité de certaines puissances, s'est efforcé d'édifier ce que l'on désigne aujourd'hui sous le nom significatif de "Grand Israël", car Israël, né de la violence, ne peut survivre que par la violence et c'est en recourant à la force qu'Israël entend réaliser ses sombres desseins. M. Nachabeh se demande si les dirigeants d'Israël sauront tirer la leçon de l'expérience nord-vietnamienne et comprendre enfin que la paix ne peut être imposée par la force et que, pour parvenir à une paix juste et durable, il est indispensable de reconnaître les droits légitimes des peuples et de rétablir ces peuples dans leurs droits inaliénables.

18. Le représentant de la Syrie dit que s'il a évoqué l'agression israélienne en particulier, c'est parce qu'en elle s'illustrent les principaux éléments d'une définition de l'agression: c'est par la violence qu'elle s'est imposée; c'est par la conquête qu'elle continue d'acquérir de nouveaux territoires; c'est par l'annexion qu'elle s'empare des autres parties d'une ville sainte, vénérée depuis des siècles, et ce, au mépris des résolutions adoptées à plusieurs reprises par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale.

19. En ce qui concerne les propositions soumises au Comité spécial et la discussion qui leur a été consacrée, il semble que la majorité des membres de ce Comité soient tombés d'accord sur trois points essentiels. Tout d'abord, la définition devrait être formulée dans une déclaration pour marquer l'importance particulière que l'Assemblée générale attribue à cette question et pour que cette définition ait une plus grande influence sur le développement progressif du droit international. Les auteurs de la proposition des 12 puissances (voir A/7185/Rev.1 et Corr.1, par. 7) et ceux de la proposition des 13 puissances (*ibid.*, par. 9) ont adopté ce point de vue puisqu'ils ont employé le terme "déclaration" dans le titre de leurs propositions. En second lieu, il conviendrait d'adopter une définition de caractère mixte, c'est-à-dire une formule qui ne serait ni générale au point d'énoncer à nouveau les principes de la Charte ni spécifique au point de paraître tout prévoir. La délégation syrienne est en faveur d'une telle définition. En troisième lieu, le Comité spécial devrait tout d'abord donner une définition de l'agression armée directe que l'on devrait compléter par la suite en adoptant une définition plus complexe de l'agression indirecte sous ses différentes formes. La délégation syrienne partage le point de vue de la majorité en ce qui concerne ces trois points. Elle approuve également l'opinion selon laquelle il serait possible de concilier les deux propositions dont le Comité spécial demeure saisi.

20. Cependant, la proposition des 13 puissances contient certaines dispositions que la délégation syrienne ne peut accepter. C'est ainsi qu'elle est opposée à l'emploi des mots "direct ou indirect" qui qualifient l'expression "l'emploi de la force armée" au paragraphe 1 du dispositif, car on introduit ainsi la notion d'agression indirecte dont le Comité spécial a différé l'examen en raison de sa complexité parti-

culière. La délégation syrienne n'est pas satisfaite non plus du libellé du paragraphe 8 du dispositif: elle craint qu'il ne puisse donner lieu à des interprétations qui justifieraient des actes préjudiciables aux droits inaliénables des peuples qui sont encore subjugués et opprimés. La délégation syrienne se demande également si ce paragraphe a sa place dans un texte qui est consacré essentiellement, au stade actuel, à l'examen de la question de l'agression armée directe. En outre, toute formule qui ne comprendrait pas une disposition pour condamner tout recours à la force tendant à empêcher ces peuples d'exercer leurs droits inaliénables serait incomplète. Bien qu'elle ne soit pas parfaite, la proposition des 12 puissances, dont la délégation syrienne est coauteur, constitue la meilleure formule à laquelle le Comité spécial ait pu parvenir; on pourrait sans doute l'améliorer, en particulier en introduisant la notion d'antériorité, évoquée par plusieurs délégations au cours des débats du Comité spécial, et en qualifiant les actes d'agression armée de crimes contre la paix internationale donnant lieu, pour les Etats qui les commettent, à des obligations et à des responsabilités d'ordre politique et matériel, élément qui a été retenu au paragraphe 9 de la proposition des 13 puissances.

21. La délégation syrienne déplore que le Comité spécial ait été dans l'impossibilité matérielle de reprendre ses travaux avant la fin de 1968 et espère qu'il se réunira aussitôt que possible en 1969.

22. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation, ayant déjà défini sa position et répondu aux allégations calomnieuses proférées par le représentant des Etats-Unis à la 1074ème séance, avait espéré que sa réponse aux observations du représentant du Royaume-Uni à la 1075ème séance suffirait aux délégations des autres membres de l'OTAN. Cependant le représentant des Pays-Bas ayant jugé bon de répéter ces accusations, la délégation de l'URSS se voit à son grand regret dans l'obligation d'y répondre à nouveau.

23. Il est exact que l'URSS a proposé autrefois une définition de l'agression. Cependant le représentant des Pays-Bas n'a pas dit que cette définition n'avait pu être adoptée en raison de l'opposition des Etats-Unis, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et d'autres membres du même bloc militaire et a omis de dire que cette définition englobait les notions d'agression indirecte et d'agression idéologique. Le représentant des Pays-Bas voudrait voir l'URSS accepter une partie de cette définition et ignorer l'autre, mais il n'est guère probable qu'il en soit jamais ainsi. La délégation de l'URSS reconnaît que la définition de l'agression doit être très complète. Aucun Etat ne doit penser qu'en entravant l'élaboration d'une définition de l'agression, il aurait toute latitude pour se livrer à des actes d'agression, et que l'URSS ne prendrait pas de mesures de légitime défense. L'URSS est résolue à défendre ses intérêts vitaux et s'opposera à tout acte d'agression visant à renverser le gouvernement de pays socialistes ou à compromettre leurs réalisations. M. Ostrovsky espère que les représentants des pays de l'OTAN ne réitéreront pas des arguments aussi illogiques et aussi éculés.

24. M. NALL (Israël), exerçant son droit de réponse, dit que la déclaration du représentant de la Syrie est

insoutenable du point de vue historique, déforme les faits et est moralement condamnable car on y retrouve des menaces qui ont également été proférées en d'autres lieux. Il y a bien eu une agression au Moyen-Orient mais Israël en a été non pas l'auteur mais la victime, ainsi qu'en témoignent les événements qui ont précédé la guerre de juin 1967; à cette époque la presse et la radio des voisins arabes d'Israël regorgeaient de caricatures grossières et d'attaques fielleuses contre Israël, diffusaient chaque jour des discours belliqueux de leurs dirigeants, accompagnés de musique militaire, et les dirigeants arabes annonçaient aux personnes qui visitaient leurs pays et à la presse mondiale leur intention bien arrêtée d'anéantir Israël une fois pour toutes. En outre, la demande de retrait de la Force d'urgence des Nations Unies, l'interdiction du détroit de Tiran aux navires israéliens et le rassemblement de forces considérables aux frontières d'Israël ont précédé immédiatement la confrontation. Si tous ces faits ne constituent pas une agression, comment les qualifier? Israël a fait ce que toute nation aurait fait pour sauvegarder son existence: elle a exercé son droit de légitime défense. Dans son discours à l'Assemblée générale, le 8 octobre 1968 (1686ème séance plénière), le Ministre des affaires étrangères d'Israël a présenté certaines propositions qui demeurent encore sans réponse. M. Nall espère que la Sixième Commission s'en tiendra à un examen constructif de la question précise dont elle est saisie, à savoir la question de la définition de l'agression.

25. M. NACHABEH (Syrie) dit qu'il plaint le représentant de Tel-Aviv qui a la tâche difficile de défendre les actes d'agression de ceux qu'il représente, en particulier devant la Sixième Commission. En vertu de l'Article 51 de la Charte, seule la victime d'une attaque armée peut invoquer le droit de légitime défense. Peut-il subsister le moindre doute dans l'esprit du représentant de Tel-Aviv sur le fait qu'Israël a pris l'initiative d'attaquer et de déclencher la guerre contre le territoire de trois Etats arabes, le 5 juin 1967? Le droit de légitime défense est l'argument inacceptable qu'il a invoqué pour justifier la guerre d'agression d'Israël; la véritable raison de cette agression doit être cherchée dans les déclarations des dirigeants d'Israël, qui en indiquent clairement la cause. Dans un discours qu'il a prononcé à Jérusalem, le 16 octobre 1968, M. Dayan a déclaré qu'Israël devait créer une situation de fait, même sans le consentement des Arabes, s'établir sur les hauteurs de Golan, fortifier la péninsule du Sinaï et intégrer économiquement et administrativement la rive occidentale et Gaza à l'Etat d'Israël; et également en octobre 1968, on indiquait de source sûre que M. Dayan avait déclaré qu'Israël devait se préparer activement en vue d'une nouvelle guerre et qu'entre-temps, sans que fût proclamée officiellement l'annexion des territoires occupés, la situation dans ces zones libérées devait devenir un fait accompli. En outre, le 14 novembre 1968, après la réunion extraordinaire du soi-disant Gouvernement israélien, un porte-parole du Ministère des affaires étrangères a déclaré que s'il n'était pas indispensable que les nouvelles frontières de paix coïncident avec les lignes du cessez-le-feu actuel, on ne reviendrait pas non plus aux lignes de l'armistice de 1949 qui constituaient

les frontières de fait au 4 juin 1967. Ces remarques constituent un éloge véhément du règne de l'arbitraire sur le droit et démontrent si manifestement la futilité et le caractère indéfendable des arguments invoqués par le représentant de Tel-Aviv qu'elles se passent de tout commentaire.

26. M. HARGROVE (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le représentant de l'URSS a qualifié de calomnieuses vis-à-vis de l'URSS les observations du représentant des Etats-Unis d'Amérique à la 1074ème séance et a affirmé qu'il leur avait été donné une réponse satisfaisante. Le représentant des Etats-Unis désire qu'il soit pris acte du fait que ces observations n'ont pas reçu de réponse satisfaisante, en fait — en ce qui concerne le fond — n'en ont reçu aucune. Il avait dit que l'action menée par l'Union soviétique contre la Tchécoslovaquie violait et la Charte des Nations Unies et la définition de l'agression qui avait été incorporée aux obligations réciproques contractées par l'URSS et la Tchécoslovaquie en 1933 par voie de traité. Il avait rappelé que pour justifier cette action, le représentant de l'URSS a soutenu que, lorsqu'il s'agissait des relations entre l'Union soviétique et certains Etats qu'il n'a pas désignés nommément mais qu'il a appelés membres du commonwealth socialiste, la Charte et le droit international devaient parfois être subordonnés à d'autres considérations, s'ils étaient en conflit avec ce que l'URSS considérerait comme son intérêt vital. Il n'a pas répondu à ces arguments juridiques; il a, au contraire, présenté sa propre version des événements qui ont conduit l'URSS à juger nécessaire une occupation militaire de la Tchécoslovaquie. La délégation des Etats-Unis ne met pas en doute la sincérité de cette conviction mais elle conteste l'exactitude des faits cités. En tout état de cause, le représentant de l'URSS n'a pas prétendu que l'action de son pays constituait l'une des exceptions à l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, prévues dans la Charte, ce qu'en fait elle n'est pas.

27. M. EL REEDY (République arabe unie), exerçant son droit de réponse, déclare qu'Israël a envahi et occupé les territoires de trois Etats arabes. Membres de l'Organisation des Nations Unies, a formellement annexé Jérusalem et a refusé, jusqu'à présent, de se conformer à toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives aux réfugiés palestiniens ou au retour dans leurs foyers de centaines de milliers de personnes déplacées des territoires occupés. Israël a même permis que le feu soit ouvert contre des écolières arabes qui avaient manifesté contre l'occupation étrangère; il a détruit des maisons arabes, anéanti au bulldozer des quartiers résidentiels et entièrement rasé des villages arabes. Il a été condamné à la Conférence internationale des droits de l'homme, qui s'est réunie à Téhéran en mai 1968, pour les violations des droits de l'homme qu'il a commises dans les territoires occupés. En outre, Israël a dénoncé unilatéralement les accords internationaux qu'il a conclus avec les Etats arabes en 1949. M. El Reedy demande au représentant d'Israël si son gouvernement se considère toujours lié par ces accords.

28. La déclaration du représentant d'Israël est un exemple typique de la propagande mensongère dis-

séminée par l'appareil sioniste dans le monde entier à la seule fin de tromper l'opinion publique internationale et de justifier sa guerre d'agression du 5 juin 1967.

29. C'est dans l'exercice de ses droits souverains que la République arabe unie a demandé le retrait de la Force d'urgence des Nations Unies de son territoire. Ce sont la politique d'agression d'Israël et ses menaces à l'encontre de la Syrie qui ont déclenché la crise du Moyen-Orient en 1967. Les dirigeants israéliens ont menacé publiquement d'attaquer Damas. Le représentant de la République arabe unie rappelle également que, lorsque son pays a accepté la présence de la Force d'urgence des Nations Unies, sur son territoire en 1956, Israël a refusé que des troupes des Nations Unies soient stationnées du côté israélien. Lorsque la République arabe unie a demandé le retrait de la Force d'urgence des Nations Unies, certains pays ont suggéré que des troupes de l'ONU soient postées de part et d'autre de la frontière et Israël a encore refusé. M. El Reedy attend avec intérêt les observations que le représentant d'Israël aura à formuler sur ce point.

30. M. El Reedy rappelle qu'au cours de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale (1566ème séance plénière) les représentants d'Israël avaient prétendu que la République arabe unie avait eu recours à un "blocus naval". Il constate que le représentant israélien a utilisé un langage différent au cours de la présente session. M. El Reedy répète que la République arabe unie n'a jamais proclamé ou appliqué un blocus naval. Il réaffirme l'opposition de son pays à tout emploi de la force en haute mer ou dans les eaux territoriales d'autres Etats.

31. Le représentant d'Israël a déclaré que son ministre des affaires étrangères a présenté certaines propositions dans sa déclaration à l'Assemblée générale. Toutefois, ce qui compte, c'est que la République arabe unie a déclaré publiquement qu'elle acceptait le règlement pacifique énoncé dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et qu'elle était prête à en exécuter toutes les dispositions. A ce jour, Israël ne s'est toujours pas engagé à exécuter cette résolution. Le représentant de la République arabe unie accueillera avec intérêt toute déclaration du représentant d'Israël annonçant que son gouvernement appliquera la résolution du Conseil de sécurité et retirera ses forces de tous les territoires occupés, conformément à la résolution susmentionnée qui souligne "l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre". L'occupation prolongée de ces territoires par Israël est contraire aux dispositions de la Charte et de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

32. La déclaration du représentant d'Israël est matière à inquiétude car elle sanctionne le recours à l'agression sous le couvert de la légitime défense. Autrement dit, le représentant d'Israël a suggéré que la Sixième Commission adopte la proposition selon laquelle la légitime défense pouvait se traduire par le déclenchement d'une guerre préventive ou d'une guerre d'expansion territoriale. Dans une déclaration du 5 juin 1967, le Premier Ministre et le Ministre de la défense d'Israël ont dit que les forces israéliennes n'avaient pas pour objectif de conquérir

des terres arabes et qu'Israël n'avait aucune ambition territoriale, son seul intérêt étant de défendre son propre territoire contre l'agresseur arabe. Actuellement, un an et demi plus tard, les forces israéliennes occupent toujours les territoires arabes qu'elles ont envahis pendant la guerre du 5 juin et oppriment la population arabe d'une façon qui rappelle les agissements des nazis dans l'Europe occupée, recourant à des mesures telles que la déportation en masse, le pillage des biens publics et privés, la destruction des maisons et des quartiers résidentiels et la démolition de villages entiers. Israël continue ainsi sa politique d'agression flagrante et d'expansion territoriale.

33. M. HOUBEN (Pays-Bas), exerçant son droit de réponse, remarque que c'est par pure coïncidence que la délégation des Pays-Bas prend la parole après le représentant des Etats-Unis. Il désire rappeler au représentant de l'URSS que les Pays-Bas sont un pays indépendant et n'accepteront jamais une alliance qui viole leur droit à la liberté de pensée. La précédente déclaration des Pays-Bas était inspirée par un désir sincère de convaincre les juristes des autres pays que la définition de l'agression n'était pas un exercice abstrait. Elle visait également à faire sentir à un autre pays européen lui aussi qu'il essayait de justifier une conduite que les Pays-Bas jugeaient condamnable et en violation du droit international.

34. Le représentant de l'URSS a mentionné que la définition de l'agression présentée par sa délégation avait été rejetée par certains pays et notamment les Pays-Bas. Le représentant des Pays-Bas se demande si l'URSS considère toujours comme valide cette définition et, si tel est le cas, comment elle peut justifier l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces soviétiques, d'autant plus que la définition de l'URSS affirmait qu'un mouvement révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ne peut servir de justification à une attaque armée contre un autre pays.

35. Le représentant de l'URSS a dit, à la 1443ème séance du Conseil de sécurité, qu'il était inepte du point de vue juridique et, d'ailleurs, contradictoire de dire que l'aide apportée à la Tchécoslovaquie par les pays socialistes dans le cadre du système de sécurité individuelle et collective représentait une ingérence dans les affaires intérieures de cet Etat et il a prétendu que l'action de l'URSS était une mesure de légitime défense collective. Mais, en vertu de l'Article 51 de la Charte, la légitime défense collective ou individuelle n'est justifiée que dans le cas d'une agression armée. Le représentant des Pays-Bas ne sache pas que la Tchécoslovaquie ait perpétré une telle agression.

36. Il pense que les membres de la Sixième Commission, en tant que juristes, devraient pouvoir discuter de ces questions en toute liberté. Sinon, leurs débats ne seront que des exercices académiques. Les Pays-Bas ont déployé des efforts sincères en vue d'une détente en Europe. Ces efforts ont été gravement déçus, mais il faut espérer que l'avenir fournira de nouvelles raisons d'optimisme.

37. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse,

s'étonne de ce que les Etats-Unis jugent maintenant peu satisfaisante la réponse donnée par la délégation soviétique lors de la 1074ème séance. Il avait l'impression que les Etats-Unis avaient pleinement accepté la réponse soviétique mais la délégation des Etats-Unis prétend maintenant — deux jours plus tard — que ses questions n'ont pas reçu de réponse. Tout au contraire, c'est la délégation soviétique qui est en droit d'attendre une réponse à ses propres questions. La délégation soviétique a cité des faits concrets sur les millions de dollars dépensés pour des activités subversives contre l'Union soviétique et les autres pays socialistes en vertu de la loi des Etats-Unis sur la sécurité mutuelle (Mutual Security Act). Le représentant de l'URSS serait heureux d'ap-

prendre du représentant des Etats-Unis comment ces activités cadrent avec les dispositions de la Charte. Le représentant des Etats-Unis n'a pas tenté, non plus, de contester les faits évoqués par la délégation soviétique au sujet de l'agression américaine dans les autres régions du monde et de son appui à l'agression au Moyen-Orient. L'URSS a le droit de prendre des mesures de légitime défense contre l'agression de l'impérialisme américain en Europe et ailleurs et il n'est pas surprenant que l'agresseur continue d'adopter une attitude négative en ce qui concerne la définition de l'agression.

La séance est levée à 13 heures.

